

NOTE

addressed to the Governments of the United Nations on December 10th, 1942, and other documents



Une brochure d'aspect modeste, un témoignage capital pour l'Histoire

Cette brochure d'aspect modeste (16 pages de 22 centimètres, brochée), imprimée en Grande-Bretagne en décembre 1942, rédigée en anglais, langue internationale, retrace en 21 points accablants les atrocités commises en Pologne par les Allemands contre les Juifs depuis septembre 1942. Adressée aux gouvernements de 26 pays formant les nations unies, cette déclaration officielle du gouvernement polonais en exil à Londres s'appuie essentiellement sur le témoignage d'un résistant polonais Jan Karski, ayant infiltré le ghetto de Varsovie et le camp d'extermination de Belzec et rapportant son récit au Royaume-Uni en décembre 1942. C'est un texte essentiel pour l'Histoire: le premier document public révélant la Shoah.

Republic of Poland, Ministry of Foreign Affairs, *The Mass Extermination of Jews in German occupied Poland: note addressed to the Governments of the United Nations on December 10th, 1942, and other documents*
London, New York, Melbourne, Hutchinson & Co. Ltd
[fin décembre 1942].
In-8°.
Res. 8°NFG.79
Prov.: achat, librairie 2013

L'expérience extraordinaire prend à défaut la capacité de compréhension moyenne, ordinaire. Il est des témoins qui ne rencontrent jamais l'audience capable de les écouter et de les entendre.

Paul Ricœur, *La Mémoire, l'histoire, l'oubli*, éditions du Seuil, 2000.

Des faits circonstanciés qui ne laissent pas place au doute

Le texte indique que de nombreux rapports évoquant l'extermination des Juifs par l'Allemagne nazie en Pologne se confirment et se recourent. Mais ces informations, par les horreurs qu'elles relataient, ont d'abord été considérées comme difficilement crédibles: «... the mass murders of Jews reached such dimensions that, at first, people refused to give credence to the reports reaching Warsaw from the Eastern provinces. The reports, however, confirmed again and again by reliable witnesses.»

Ce texte n'est d'ailleurs pas la première alerte concernant l'exécution de masse des Juifs d'Europe: le télégramme de Gerhart Riegner, représentant du Congrès juif mondial en Suisse, en août 1942, fut reçu avec une grande circonspection par la communauté internationale, tout comme les rapports du Comité international de la Croix Rouge. Effectivement ces rapports surpassent en atrocité tout ce qu'avait pu connaître l'humanité dans son histoire: «The horror of which

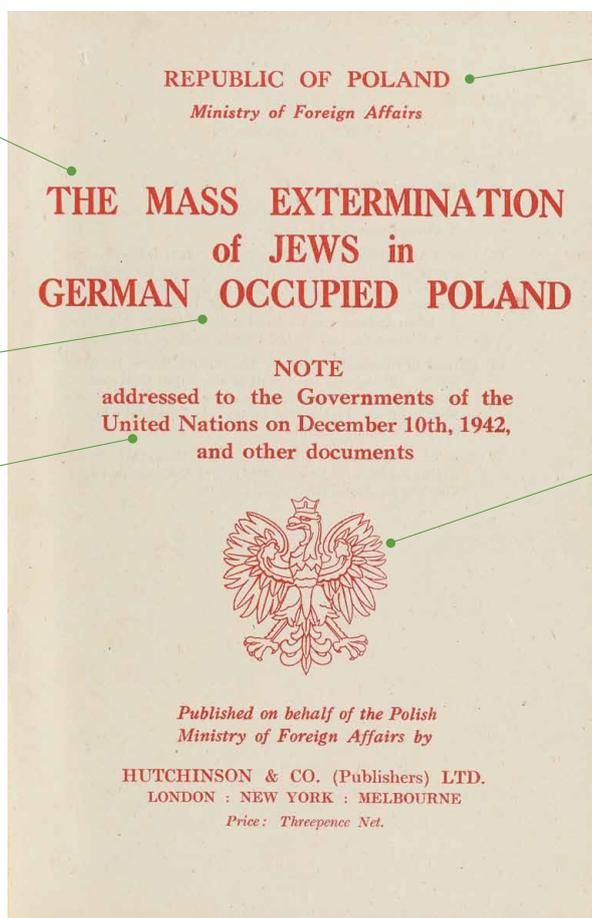
surpasses anything known in the annals of history.»
Depuis la conférence de Wannsee en janvier 1942, l'Allemagne nazie a mis en place la «solution finale au problème juif», c'est-à-dire le massacre systématique des Juifs d'Europe. Le territoire de la Pologne est choisi pour l'établissement des centres de mise à mort avec la construction, dès le début de l'année 1942, des camps de Belzec, Treblinka et Sobibor puis d'Auschwitz-Birkenau en septembre ►

► (où un million de Juifs meurt jusqu'en 1944). Dans le texte d'introduction, nous comprenons que les dirigeants nazis ne font pas mystère de cette décision : « [Ces derniers mois les persécutions ont été dirigées avec une violence particulière contre la population juive, qui a fait l'objet de nouvelles méthodes d'extermination complète, en accord avec les déclarations publiques faites par les dirigeants allemands.] » En ce qui concerne les méthodes, le rapport est clair : « [Dans un premier temps, les exécutions s'effectuaient au tir; cependant, par la suite, on a appris que les Allemands utilisaient de nouvelles méthodes comme le gaz...] » La Pologne comptait, avant son invasion, la plus grande communauté juive d'Europe avec plus de trois millions d'individus (90 % disparaîtront pendant la guerre). Le texte indique : « [Des 3,13 millions de Juifs en Pologne

avant le début de la guerre, plus du tiers a péri ces trois dernières années.] » L'urgence humanitaire est réelle. La liquidation du ghetto de Varsovie en septembre 1942 en témoigne encore : « [D'après toutes les informations disponibles sur les 250 000 Juifs déportés du ghetto de Varsovie à partir du 1^{er} septembre 1942, seuls deux petits convois de 4000 personnes ont été envoyés vers l'est en direction de Brest-Litovsk et Malachowicze, pour y être prétendument employés au travail derrière la ligne de front. Il n'a pas été possible de vérifier si d'autres Juifs déportés du ghetto de Varsovie sont encore en vie, et nous devons craindre qu'ils ont tous été tués.] » Il n'y a plus de doute possible. Par cette publication, le gouvernement polonais alerte l'opinion publique internationale et prend à témoin les dirigeants des nations unies :

« [Le gouvernement polonais considère comme son devoir d'adresser aux gouvernements des nations unies, avec la foi confiante qu'ils partageront son opinion non seulement sur la nécessité de condamner les crimes commis par les Allemands et de punir les criminels, mais aussi de trouver des moyens de restaurer l'espoir que l'Allemagne arrête d'appliquer de façon effective ses méthodes d'extermination de masse.] » Il marque aussi sa détermination de ne pas taire l'horreur et de protéger sa population d'une accusation de complicité : « The Polish government are in possession of information concerning the assistance which the Polish population is rendering to the Jews. »

La couverture servant de page de titre : les lettres en rouge indiquent l'importance du propos.



Née en 1918, la République de Pologne est envahie et divisée en septembre 1939 : une partie se trouve sous le contrôle de l'Allemagne nazie, l'autre partie sous le contrôle de l'Union soviétique. Le gouvernement polonais s'exile en France. Après l'invasion de la France en juin 1940, il trouve refuge à Londres.

Depuis juin 1941 et l'opération Barbarossa (plan d'invasion de l'URSS), l'Allemagne nazie a pris le contrôle de l'ensemble du territoire polonais.

Les Nations Unies ne sont fondées qu'en octobre 1945. Mais, depuis janvier 1942, 26 pays sont désignés comme « nations unies » engagées dans la poursuite de la guerre contre les puissances de l'Axe (principalement l'Allemagne, l'Italie, le Japon). Ces 26 nations sont les alliés des États-Unis et du Royaume-Uni, représentés pour certains par des gouvernements en exil. La France libre du général de Gaulle, non reconnue par la communauté internationale, ne fait pas partie de ces premières « nations unies ».

Les armoiries officielles de la République de Pologne sont, depuis 1927, cet aigle blanc, proche de celui des armoiries des rois de Pologne depuis le XIII^e siècle. La Pologne a connu une histoire très complexe, longtemps sans existence étatique. Ce jeune État marque ici sa souveraineté et affirme sa légitimité alors même que son gouvernement est en exil.

Republic of Poland, Ministry of Foreign Affairs, *The Mass Extermination of Jews in German occupied Poland: note addressed to the Governments of the United Nations on December 10th, 1942, and other documents* London, New York, Melbourne, Hutchinson & Co. Ltd, [fin décembre 1942]. In-8°. Res.8°NFG.79 Prov.: achat, librairie 2013

La réaction internationale des Alliés: une déclaration d'intention

Versée à la Library of Congress en juillet 1943, cette brochure prouve que la thèse selon laquelle les Alliés n'eurent connaissance de la Shoah qu'en 1944 n'est pas soutenable. D'autant plus que cette brochure a entraîné une réponse des Nations Unies : le 17 décembre 1942, le ministre des Affaires étrangères britannique Anthony Eden lit à la chambre des Communes une déclaration commune de onze gouvernements (Belgique, Luxembourg, Tchécoslovaquie, Grèce, Pays-Bas, Norvège, Pologne, États-Unis, Royaume-Uni, URSS,

Yougoslavie) et de la France libre du général de Gaulle condamnant l'extermination « bestiale » des Juifs d'Europe par l'Allemagne nazie : « [les gouvernements mentionnés ci-dessus et le conseil national français réaffirment leur résolution solennelle d'assurer que les responsables de ces crimes n'échapperont pas au châtement, et de continuer à utiliser toutes les mesures pratiques nécessaires afin d'y mettre fin.] » Cette déclaration est ensuite lue à la chambre des Lords et reproduite dans le *New York Times* du 18 décembre 1942.

La Shoah ne peut plus être ignorée... Pour autant, les Alliés prétendent « découvrir » l'horreur des camps d'extermination en 1944-1945. Cependant, nous serions dans une « illusion rétrospective » de penser que le sauvetage des Juifs d'Europe par les Alliés aurait été possible. Environ six millions de Juifs sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale et seuls douze responsables nazis ont été condamnés à mort pour crimes contre l'humanité lors du procès de Nuremberg, en 1946.